

et on répète toujours les mêmes erreurs. C'est ça, l'impérialisme canadien.

Le gouvernement actuel croit peut-être que c'est par erreur ou que ce n'est que par saute d'humeur que le Québec a rejeté l'entente de Charlottetown. Mais il se trompe. Les Québécois voient clair. Les Québécois exigent de faire partie de la solution et non du problème. Tant et aussi longtemps qu'ils seront dans cette Confédération impérialiste, le reste du Canada pensera que les Québécois sont le problème.

Le ministre des Finances a tenté de nous faire croire que son Budget était une nouvelle forme de fédéralisme en tentant de décentraliser certaines juridictions, sans transfert de points d'impôt, mais à condition que les partenaires de la Confédération se plient aux objectifs nationaux.

Le Québec est une nation, un peuple. Il a ses propres objectifs et n'acceptera jamais d'être dirigé par un gouvernement fédéraliste impérial.

M. Nic Leblanc (Longueuil, BQ): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon honorable collègue pour l'excellence de son discours sur les transports. Je pense qu'il prend à coeur les intérêts du transport au Québec. À mon avis, il les présente très bien.

J'aimerais qu'il me parle un peu des effets que pourraient avoir justement ces coupures de transferts aux provinces, que le ministre des Finances a d'ailleurs faites, qui sont évaluées à environ 7 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Ces coupures de transferts représentent des sommes d'argent que le Québec va recevoir en moins. Il ne faut pas oublier, en même temps, que le gouvernement fédéral continue d'imposer le Québec au même niveau. En plus, il taxe davantage les Québécois, et cela représente environ 6,5 milliards de dollars de déficit, pour le Québec seulement, en taxes, et un retour d'environ 2,5 milliards de dollars de moins par année, pour cette même province. Cela correspond à une différence d'environ 9 milliards de dollars de moins, donc un manque à gagner pour les Québécois.

Il ne diminue pas les taxes et les impôts au Québec; ce qu'il fait, il diminue la part que le Québec recevait auparavant. Cela veut dire qu'il y a un manque à gagner assez important, même très important. Que vont faire les Québécois pour compenser tout cela? Le Québec devra, comme le ministre des Finances l'a dit, couper davantage dans les dépenses ou bien augmenter les impôts des Québécois qui voient déjà leurs impôts et leurs taxes, non pas diminués, mais augmentés. En plus, ils percevront environ 2,5 milliards de dollars de moins par année du fédéral, ce qui est une injustice épouvantable. Il faut le dire et le répéter aux Québécois.

• (1545)

Comment la critique aux transports voit-elle que les transports au Québec seront affectés du fait que le Québec aura à subir une aussi grande différence de revenu globalement?

Le président suppléant (M. Kilger): Comme j'ai été généreux avec la période de 10 minutes envers le député de Beauport—Montmorency—Orléans, je demanderais de nous remettre sur la bonne voie dans les termes de transport peut-être, mais de nous

Initiatives ministérielles

mettre sur la bonne voie encore et que sa réplique soit brève, pas plus de deux minutes.

M. Guimond: Oui, monsieur le Président, je vous remercie de votre bonne compréhension.

Je répondrai au député de Longueuil, de toute façon, c'est une question non prévue même s'il s'agit d'un député du même parti que moi. On peut être en mesure de comparer. Je suis persuadé que les Canadiens, les Canadiennes et les Québécois qui nous écoutent, lorsqu'ils voient pendant la période des questions une question d'un député libéral à un ministre libéral, la réponse est déjà écrite, mais je peux vous dire que la question du député de Longueuil n'est pas prévue. Je vais tenter d'y répondre au meilleur de ma connaissance.

Des voix: Ah, Ah!

M. Guimond: Oui, vous pouvez rire.

Je crois qu'il soulève un point intéressant parce que j'ai déjà eu l'occasion de dire au ministre des Transports, en comité, que si le fédéral se retire des aéroports et des ports, privatise ou commercialise la Voie maritime du Saint-Laurent, la question cruciale qu'il faudra poser aux Québécois et Québécoises lors du débat référendaire est la suivante: «Est-ce que vous considérez que vous en avez encore pour les 28 milliards d'impôt que vous payez chaque année à Ottawa?»

Quand le fédéral investit chez nous, il ne nous fait pas de cadeau. Quand un aîné reçoit son talon de chèque de pension avec la feuille d'érable, ce n'est pas un cadeau que le fédéral lui fait, c'est son argent, l'argent de son mari ou de sa femme qui a travaillé toute sa vie, ou l'argent de ses enfants qui paient des impôts. Donc la question est très pertinente et toute la question est de savoir comment les provinces seront en mesure de pouvoir assurer le financement.

Par exemple, on veut transférer des aéroports régionaux. Les provinces ont carrément indiqué qu'elles ne voulaient pas prendre les aéroports régionaux, et je pense que les provinces auraient été mal avisées de le faire, mais, par exemple, les collectivités locales pourraient le faire. J'ai eu des procès-verbaux confidentiels qui disaient: «L'aéroport de Sept-Îles fait 1,9 million de profit par année, si la corporation locale n'est pas capable de rentabiliser l'aéroport, qu'est-ce qui arrive de l'aéroport? On ferme l'aéroport fédéral de Sept-Îles.» Donc, est-ce qu'on va ajuster nos impôts fédéraux en conséquence? La question est pertinente.

Le président suppléant (M. Kilger): Je remercie l'honorable député de sa coopération. L'honorable député de La Prairie a la parole.

M. Richard Bélisle (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord attirer l'attention de cette Chambre sur l'importance de l'endettement du gouvernement fédéral et sur le peu d'effet des mesures gouvernementales sur l'évolution de cet endettement chronique. Le gouvernement devrait équilibrer son budget le plus rapidement possible car son pouvoir d'emprunt devient presque inexistant.

Le Budget des dépenses 1995-1996, déposé par le président du Conseil du Trésor cette semaine, démontre que les frais de la dette publique représentent maintenant 30 p. 100 des dépenses gouvernementales, alors que 22 p. 100 sont affectés aux paiements